



COMMUNIQUE FEDERAL

03 janvier 2020

Tenir et amplifier !

Une grève historique

En ce 30^{ème} jour, les cheminots sont entrés dans une grève historique. Le projet de loi du gouvernement, injuste et illisible, est une régression sociale sans précédent, et une partie du plan d'ensemble de ce gouvernement : en finir avec le programme du Conseil National de la Résistance. Ce n'est pas nous qui l'affirmons : Emmanuel Macron dans une interview au magazine Le Point en août 2017 l'affirmait : « le contrat social issu de 1945 est obsolète ». Pour mémoire, il ne s'agit rien moins que d'en finir avec la sécurité sociale, les services publics et les conventions collectives.

La retraite par points...on en veut point !

Cette réforme des retraites, instaurant un régime par points, a pour but de pouvoir baisser le montant des pensions, continuellement. Les éléments de langage macroniens ne peuvent pas masquer ce fait : en plafonnant à 14% des richesses nationales les dépenses vieillesse, alors que la part des plus de 65 ans dans la population va passer de 20 à 26% entre aujourd'hui et 2040, les pensions ne peuvent que diminuer en permanence.

Cette réforme va également accroître les inégalités contrairement à ce qui est annoncé : en affirmant qu'un euro cotisé offre les mêmes droits pour tous, on affirme que les inégalités du marché du travail seront maintenues en retraite, alors qu'aujourd'hui elles sont diminuées.

L'argument financier ne tient pas non plus : non seulement le Conseil d'Orientation des Retraites affirme que le système actuel sera à l'équilibre en 2040, mais de plus, en plafonnant les revenus des hauts cadres soumis à cotisation (27 000 euros mensuels aujourd'hui, 10 000 euros mensuels demain) ce sont plus de 60 milliards de manque à gagner pour les caisses de retraite d'ici à 2040.

L'amnésie a frappé... notre gouvernement

D'ailleurs la parole de ce gouvernement n'a plus aucune crédibilité. Nous avons d'abord appris que M. Delevoye, rédacteur des préconisations pour un régime universel par point, avait « oublié » de déclarer ses liens avec le monde des assurances et le patronat des grandes entreprises dont la nôtre. Cela suffit à disqualifier ses propositions.

Nous avons ensuite appris les liens intenses du gouvernement avec BlackRock, société de gestion financière spécialisée dans les placements pour les fonds de pension. Ses dirigeants ont été reçu plusieurs fois à l'Élysée depuis 2017, dont une fois dans un salon privatisé pour l'occasion, au cours de laquelle pas moins de 5 ministres (Philippe, Pénicaud, Lemaire, Borne et Griveaux) ont passé une audition devant le PDG de la société en question pour le convaincre que la politique du gouvernement serait favorable à ses intérêts ! Avant dernier épisode en date, le PDG de BlackRock France a été promu au rang d'officier de la légion d'honneur en ce premier janvier.



Nous apprenons aujourd'hui que Mme Borne, frappée d'amnésie partielle elle aussi, a oublié de déclarer qu'elle avait exercé la fonction d'administratrice dans le conseil d'administration de l'Institut pour la Gestion Déléguée. Or qu'est-ce que cet institut ? C'est un lobby des multinationales pour la délégation de services publics. En clair, le but de cette institution est d'influencer les décideurs publics, comme les ministres par exemple, pour que de plus en plus de projets publics soient confiés à des entreprises privées. Ce que fait très bien Mme Borne... La délégation de services publics c'est 400 milliards d'euros de chiffre d'affaire annuel et 2 millions d'emplois. Même la Cour des Comptes parle à ce sujet de « gabegie d'argent public ».

Tous ensemble, pour sauver la retraite de nos enfants

La grève interprofessionnelle va reprendre et s'intensifier dès le début de la semaine prochaine car rien n'est légitime dans cette contre-réforme . Les raffineries vont s'arrêter, les ports seront bloqués. Les enseignants reviennent de vacances. Six syndicats d'Air France appellent à la grève à partir de lundi...

Nous devons non seulement tenir mais intensifier notre mouvement, jusqu'au retrait de cette contre-réforme.

La Fédération FO des cheminots le dit solennellement : « pas de retrait, pas de rentrée ! ».

Nous nous adressons à chaque cheminot : à ceux qui ont repris le travail pendant la période des fêtes comme à ceux qui ont maintenu la grève, et également à ceux qui ne se sont pas encore inscrits dans ce mouvement. C'est le moment !

Si vous ne pouvez faire qu'une journée de grève dans votre vie, faites-le le 9 janvier. Si vous ne pouvez faire que 2 jours, faites-les les 6 et 9 janvier. Si vous pouvez faire la semaine, faites la semaine. Si vous voulez faire échec à cette contre-réforme : à partir du 6, tous en grève jusqu'au retrait !

Ne soyons pas la première génération qui laisse moins à ses enfants que ce que ses parents lui ont laissé !

RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR !

Contacts Presse FO Cheminots:

Philippe HERBECK | Secrétaire Général | 06 18 80 59 54

Daniel FERTE | Secrétaire Général Adjoint | 06 38 78 35 61



Site internet



Facebook